

Convention collective

IDCC : 1813. – **INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES MÉTAUX
(RÉGION DE MAUBEUGE)**

(8 juillet 1994)

(Bulletin officiel n° 1994-4 bis)

*(Etendue par arrêté du 19 janvier 1995,
Journal officiel du 28 janvier 1995)*

■ *Journal officiel* du 8 août 2009

**Arrêté du 3 août 2009 portant extension d'accords conclus dans le
cadre de la convention collective des industries de la trans-
formation des métaux de la région de Maubeuge (n° 1813)**

NOR : MTST0918389A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 19 janvier 1995 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 28 juillet 2008, portant extension de la convention collective des indus-
tries de la transformation des métaux de la région de Maubeuge du 8 juil-
let 1994 et de textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 15 avril 2009 relatif aux rémunérations minimales hiérar-
chiques, aux rémunérations effectives annuelles garanties et à la prime de
panier (deux annexes), conclu dans le cadre de la convention collective sus-
visée ;

Vu l'accord du 15 avril 2009 relatif à la prime de vacances, conclu dans
le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 16 juillet 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries de la transformation des métaux de la région de Maubeuge du 8 juillet 1994, tel qu'étendu par arrêté du 19 janvier 1995 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'accord du 15 avril 2009 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, aux rémunérations effectives annuelles garanties et à la prime de panier (deux annexes), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ;
- l'accord du 15 avril 2009 relatif à la prime de vacances, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 août 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/26, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.